



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



INSTITUT DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

COMMUNIQUE DE PRESSE

18 septembre 2023

BAROMÈTRE IRSN 2023 SUR LA PERCEPTION DES RISQUES ET DE LA SÉCURITÉ PAR LES FRANÇAIS. LE BAROMETRE FAIT ETAT D'UN RENFORCEMENT DE L'OPINION FAVORABLE DES FRANÇAIS POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE ET DE LEUR EXIGENCE D'UN HAUT NIVEAU DE SURETE NUCLEAIRE : « LES EXPLOITANTS DES SITES NUCLEAIRES DOIVENT PROTEGER LEURS INSTALLATIONS DE TOUS LES RISQUES, MEME CEUX JUGES TRES IMPROBABLES ». LA CONFIANCE DES FRANÇAIS DANS LES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES RESTE TOUJOURS ELEVEE

L'enquête du Baromètre 2023 s'est déroulée en novembre 2022, année pendant laquelle l'Ukraine a été envahie par la Russie. Ce conflit a eu des répercussions importantes, notamment face à une hausse généralisée du prix des matières premières qui est à l'origine du retour de l'inflation en Europe. Il a en outre ravivé le spectre d'une guerre nucléaire et créé des conditions propices à la survenue d'un accident nucléaire qui pourrait mettre en danger la population et l'environnement en Ukraine et bien au-delà. À ce sujet, les Français sont principalement préoccupés par la hausse des prix (25 %) avant le risque d'utilisation d'armes nucléaires dans le conflit (15%) et le risque d'accident d'une centrale nucléaire ukrainienne (11%).

Le Baromètre IRSN suit depuis plus de 30 ans la perception des risques et de la sécurité par les Français. En 2023, il présente les évolutions de cette perception selon quatre grands axes : les préoccupations principales des Français, leur regard sur la science et l'expertise, leur perception des situations à risque et leur opinion sur le nucléaire. Pour la septième année consécutive, il s'ouvre à des personnalités extérieures qui viennent enrichir de leur point de vue l'analyse des résultats proposée par l'IRSN.

L'édition 2023 s'inscrit dans la continuité des éditions antérieures. Comme toutes les enquêtes depuis 1997, celle-ci a été menée à l'automne précédant la publication (du 23 au 30 novembre 2021) auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Le questionnaire est resté stable afin d'assurer la continuité des séries de données, avec des ajouts et retraits de questions à la marge. Les deux évolutions méthodologiques introduites en 2020 ont été reconduites cette année : tout d'abord, l'échantillon représentatif compte à nouveau 2 000 personnes au lieu de 1 000 les années antérieures, ce qui améliore la fiabilité des résultats ; par ailleurs, l'enquête est désormais réalisée sur internet alors que la collecte des résultats se faisait jusqu'en 2019 par des entretiens en face-à-face au domicile des personnes interrogées.

Les éléments saillants parmi les résultats de l'édition 2023

En 2022, le **pouvoir d'achat**, nouvellement introduit dans le Baromètre, apparaît comme le **principal sujet de préoccupation** des Français, avec 36 % des réponses. Il devance le dérèglement climatique (15 %, - 7 points), l'instabilité géopolitique mondiale (10 %, - 1 point) et la santé (10 %) en recul de 12 points par rapport à 2021.

Concernant les répercussions de la **guerre en Ukraine**, les Français sont principalement préoccupés par la **hausse des prix** (25 %), le risque d'une troisième guerre mondiale (17 %) et le risque de l'utilisation d'armes nucléaires (15 %).

Parmi les principales **préoccupations environnementales**, le **dérèglement climatique** continue de creuser l'écart avec les sujets qui arrivent à égalité en 2^e position que sont « la disparition d'espèces animales » et « les dommages liés aux catastrophes naturelles » (13 %).

Concernant la perception des catastrophes, **les centrales nucléaires** restent en 2022 les installations qui, selon les Français, **risquent le plus de provoquer un accident grave** en France (28 %). Viennent ensuite les stockages de déchets radioactifs et les installations chimiques désormais à égalité (19 %). En lien avec la pandémie de Covid-19, « les laboratoires de recherche sur les virus » atteignent un nouveau pic de 17 % (+ 3 points).

L'accident de Tchernobyl est toujours perçu comme **la catastrophe la plus effrayante** (39 %) mais est suivi cette année par la pandémie de Covid-19 (20 %), reléguant en 3^e position l'accident de Fukushima (16 %).

Cette année, **l'image de la science et des experts** se dégrade légèrement : 60 % des Français font confiance aux institutions scientifiques (- 4 points) et 50 % des Français ont une bonne opinion des experts scientifiques (- 4 points). Les qualités les plus attendues pour les experts scientifiques continuent d'être, pour la troisième année consécutive, la **compétence** technique (30 %), l'honnêteté dans la démarche scientifique (26 %) et l'indépendance de jugement (22 %).

Les Français confirment leur attachement à un **recours des décideurs aux experts** scientifiques. Ils sont 67 % à estimer que les décideurs ne prennent pas assez en compte l'avis des experts scientifiques (+ 6 points).

L'exigence d'un **accès large à une information de qualité** est réaffirmée en 2022. Les Français sont 89 % à estimer qu'« il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations » et sont 71 % à juger prioritaire que les organismes d'expertise rendent leurs **rapports publics** (- 3 points). En revanche, 49 % d'entre eux ne souhaitent pas participer personnellement à des réunions d'information et de concertation sur les installations à risque. Le sentiment que d'autres personnes sont plus compétentes qu'eux (28 %) représente le frein principal à leur participation alors que celui d'être directement concerné par le sujet (51 %) en représente le levier principal.

Parmi les 32 **situations à risque** suivies par le Baromètre en 2022, le cancer (76 % de risque « élevé ») et la pollution de l'air (68 %) font toujours partie des risques perçus comme les plus élevés. **Les risques climatiques** continuent leur ascension, avec les incendies de forêts (70 %) et les canicules (62 %) qui enregistrent des niveaux historiquement élevés. Concernant **les sujets liés à l'énergie nucléaire**, les déchets radioactifs et les centrales confirment avec des scores respectifs de 46 % et 39 %, le niveau historiquement bas enregistré depuis quatre ans.

Cette année encore, **le risque « pour soi et ses proches »** est systématiquement perçu comme **plus faible** que pour les Français en général. Le risque perçu comme le plus élevé « pour soi et ses proches » reste le cancer (48 %). **La drogue** enregistre de nouveau l'écart le plus grand (41 points) entre le risque perçu « pour les Français en général » (64 %) et le risque perçu « pour soi et ses proches » (23 %).

Une nouvelle question introduite cette année sur **le niveau d'information ressenti** des Français nous indique que les Français s'estiment en général mal informés concernant les situations à risques (56 %). Parmi les 32 situations à risque interrogées, **le tabagisme et les accidents de la route**, à égalité (76 %), sont les risques pour lesquels les Français se sentent les mieux informés. En revanche, le radon (18 %) et les nanoparticules (19 %) sont les risques pour lesquels les Français se sentent les moins bien informés.

La confiance accordée par les Français aux autorités pour les protéger des situations à risque reste faible (26 % de réponses « oui » en moyenne). La confiance des Français dans les autorités pour les protéger des situations à risque reste la plus élevée pour **le sida** (40 %), le terrorisme (37 %) et les accidents de la route (36 %). La « défiance » des Français est la plus élevée pour les pesticides (53 %), suivie, à égalité (51 %), de la drogue et de la pollution des sols à égalité.

En 2022, les Français ont pu exprimer par des mots ce que leur évoque le terme « **nucléaire** », comme cela avait été proposé en 2019. L'analyse de ces mots met en premier plan le nucléaire « civil » et **la source d'énergie** (36 %) qu'il représente puis en second plan le nucléaire « militaire » (18 %).

Le Baromètre fait état d'un renforcement de l'**opinion favorable** des Français pour **l'énergie nucléaire**. Un Français sur deux (50 %, + 6 points) est désormais **pour la construction de nouvelles centrales nucléaires**, tandis que 20 % sont contre (- 9 points). Le regard porté a posteriori sur la construction de centrales nucléaires s'améliore également. Ainsi, 65 % des Français (+ 5 points) affirment que « la construction des centrales nucléaires a été une bonne chose », tandis que 11 % (- 5 points) sont en désaccord.

L'argument principal en faveur de l'énergie nucléaire demeure **l'indépendance énergétique** (43 %) qui, avec une hausse de 7 points, creuse l'écart par rapport au faible coût de l'électricité (22 %, stable). La « **production de déchets nucléaires** » reste le premier argument contre l'énergie nucléaire (31 %, - 4 points), mais ne devance plus que de 4 points (9 points en 2021) le risque d'accident en deuxième position (27 %, + 1 point).

L'énergie solaire est l'énergie perçue la plus positivement en général par les Français (26 %), suivie de près par l'énergie nucléaire (23 %). **L'énergie solaire** représente, notamment, pour les Français l'énergie « **la plus respectueuse de l'environnement** » (36 %) et « d'avenir » (31 %). Alors que **l'énergie nucléaire** représente pour eux « **l'énergie la plus performante** » (45 %), suivie de loin par l'énergie solaire (10 %).

Concernant la **gestion des déchets nucléaires**, la majorité des Français (68 %) continuent d'estimer que la position « la plus raisonnable pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs » est de « **se décider et appliquer au plus vite la solution** ». Seuls 6 % préfèrent « laisser le choix aux générations futures ». Par ailleurs, 32 % estiment qu'il n'est aujourd'hui pas « possible de stocker les déchets nucléaires de façon sûre » (- 3 points) et 33 % pensent le contraire (+ 3 points).

L'exigence d'un **haut niveau de sûreté** nucléaire est confirmée par 84 % des Français qui déclarent que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables ». Une nouvelle question, introduite dans le Baromètre dans un contexte de crise énergétique, nous indique que 69 % des Français estiment que « **la sûreté des installations nucléaires passe avant la production d'énergie** même si cela peut engendrer des coupures d'électricité dans le pays ».

Au sujet de **la prolongation de la durée d'exploitation des centrales nucléaires**, deux nouvelles questions, également introduites cette année, nous enseignent que 54 % des Français estiment que c'est un bon choix contre 23 % qui pensent le contraire. En revanche, 37 % affirment que « prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires provoquera des accidents » contre 24 % qui ne sont pas d'accord.

Enfin, le **CNRS**, l'**ASN** et l'**IRSN** sont à nouveau considérés à la fois comme les plus **compétents** et les plus **crédibles** dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire. Les organismes scientifiques, les experts et les exploitants sont perçus comme compétents et crédibles. Les acteurs politiques, les syndicats et les journalistes continuent d'être perçus comme les acteurs les moins compétents et les moins crédibles dans le domaine.

Contact presse : Pascale Portes, Tél : 01.58.35.70.33, E-mail : pascale.portes@irsn.fr

L'IRSN, Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) – dont les missions sont désormais définies par la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte (TECV) – est l'expert public national des risques nucléaires et radiologiques. L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire et de protection de la santé et de l'environnement au regard des rayonnements ionisants. Organisme de recherche et d'expertise, il agit en concertation avec tous les acteurs concernés par ces politiques, tout en veillant à son indépendance de jugement.

L'IRSN est placé sous la tutelle conjointe du ministre de la Transition écologique, du ministre des Armées, et des ministres chargés de la Transition énergétique, de la Recherche et de la Santé.